

Sondages Odoxa : le pianiste de bordel se surpasse



On avait déjà exposé le 3 juillet l'extrême rapidité de travail de la micro-entreprise de sondages politiquement orientés Odoxa

(<http://stratediplo.blogspot.com/2021/07/encore-un-pianiste-dans-un-bordel.html>), capable de trouver en une nuit, avec force exposés graphiques et statistiques, une justification « démocratique » à une quasi-décision gouvernementale annoncée quelques heures plus tôt.

L'exploit amenait presque à se demander si cet argumentaire travaillé aux mots soigneusement pesés, en dépit d'un aveu de partialité dans les commentaires du chef de cette jeune micro-entreprise, ne ressemblait pas plus au résultat de plusieurs mois de conception d'une campagne de réclame institutionnelle, commandée sur cahier des charges et appel d'offres, qu'au résultat de quelques heures de mise en forme précipitée des résultats d'un interrogatoire téléphonique, rapidement improvisé la veille en réaction à la déclaration gouvernementale du jour. On évoquait même son concept particulier (ouvertement assumé) de choisir des sondables aux

opinions tranchées sur le sujet étudié, plutôt que de devoir traiter avec des pourcentages de « sans opinion » et de demi-teintes, et ses méthodes révolutionnaires décriées dans la profession du sondage d'opinion.

Ce pianiste de bordel, pour reprendre l'image popularisée par Jacques Séguéla, vient de se surpasser, en publiant hier 24 novembre les résultats d'un sondage qu'elle dit avoir effectué les 24 et 25, c'est-à-dire dont la synthèse ne pouvait être faite qu'aujourd'hui au plus tôt. La presse française du soir fait déjà ses gros titres sur ce sondage « des 24 et 25 novembre », sur les mêmes 1005 personnes « représentatives » aux opinions très tranchées sur l'imposition de la génoprofylaxie, qui conforte à point nommé les décisions juste annoncées, ou sur le point de l'être, par la dictature (au sens d'exécutif doté exceptionnellement des pleins pouvoirs pour la durée de la crise). Mais l'institut artisanal de sondage ultra-réactif a publié résultats et synthèse, sur son site internet, dès hier 24 novembre (les incrédules voudront bien vérifier rapidement avant que ce ne soit corrigé), en avance sur l'envoi de son communiqué aux agences de presse.

On ne va pas livrer ici le sujet et les détails dudit sondage, qui n'est pas pertinent dans une démocratie où la politique est censée être décidée en parlement élu, ni ouvrir là le débat sur les limites acceptables de la démocratie, à savoir si une majorité peut imposer ses choix aux minorités, jusque dans leurs chairs. Car pour mémoire, si les opposants à l'imposition des injections génoprofylactiques expérimentales n'entendent cependant pas interdire ces injections aux volontaires (en dépit des risques de stimulation et diffusion de mutations virales), par contre les partisans de la mithridatisation généralisée, eux, du moins d'après la presse et les politiciens, entendent fermement imposer ces injections aux autres citoyens.

L'objet de cet article est seulement d'attirer l'attention sur

les méthodes de cette micro-officine, collaboratrice (emblématique mais certainement pas unique) d'une campagne de conviction gouvernementale à but coercitif.

Stratediplo

www.stratediplo.blogspot.com

...